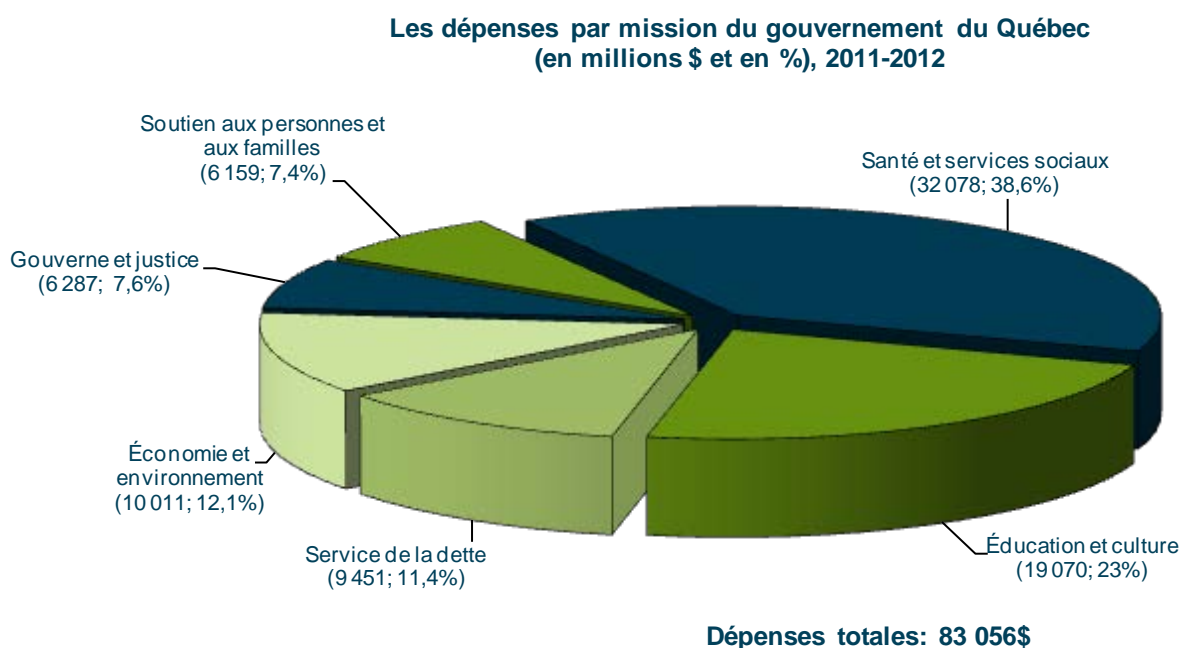


Les dépenses par mission

L'Observatoire de l'administration publique, hiver 2013

1. DESCRIPTION DE LA SITUATION ACTUELLE

Au 31 mars 2012, la répartition des dépenses totales par mission était la suivante :



Source : Ministère des Finances du Québec, *Comptes publics 2011-2012*.

En 2011-2012, plus des deux tiers de la marge de manœuvre financière du gouvernement du Québec (les dépenses totales moins le service de la dette) étaient alloués à la santé, aux services sociaux, à l'éducation et à la culture; les autres politiques et programmes du gouvernement disposaient ainsi du tiers restant.

2. ÉVOLUTION DES DÉPENSES PAR MISSION DEPUIS LA FIN DES ANNÉES 1990

Depuis l'année budgétaire 1996-1997, les dépenses gouvernementales sont ventilées dans les Comptes publics en fonction de cinq grandes missions de service public plus la catégorie de dépenses du service de la dette.

DÉPENSES TOTALES PAR MISSION (EN MILLIONS \$), QUÉBEC, 1996-2012*

	Santé et services sociaux	Éducation et culture	Économie et environnement	Soutien aux personnes et aux familles	Gouverne et justice	Service de la dette	DÉPENSES TOTALES
1996	17 767	10 850	3 678	...	3 969	6 038	42 220
1997	12 975	10 478	3 600	4 440	3 195	5 861	40 538
1998	13 294	9 973	4 857	4 240	3 345	7 360	43 662
1999	15 034	10 231	5 135	4 915	3 249	7 187	46 415
2000	15 335	10 555	5 894	4 782	3 311	7 372	47 249
2001	16 679	10 897	6 045	4 836	3 534	7 606	49 597
2002	17 729	11 264	5 951	5 069	3 616	7 261	51 190
2003	18 563	11 806	6 237	5 280	4 171	7 085	53 142
2004	19 859	12 362	6 229	5 421	4 328	7 241	55 440
2005	20 923	12 525	6 350	5 275	5 439	7 449	57 961
2006	21 984	13 045	6 781	5 249	5 379	7 559	59 997
2007	23 782	13 436	7 154	5 280	5 657	7 894	63 203
2008	25 068	14 105	8 138	5 439	5 592	8 752	67 094
2009	26 718	14 686	8 525	5 538	6 201	8 131	69 799
2010	28 533	15 132	9 071	5 777	6 569	7 778	72 860
2011	30 801	18 390	9 662	6 010	6 104	8 935	80 090
2012	32 078	19 070	10 011	6 159	6 287	9 451	83 056

Source : Ministère des Finances du Québec, *Comptes publics*.

* année budgétaire se terminant le 31 mars

Selon ces données, la mission « Santé et services sociaux » est celle dont la part relative dans les dépenses totales a connu la plus forte augmentation depuis 1997 (+6,6 points de pourcentage). Cette hausse importante, jumelée à celle de la mission « Économie et environnement » (+3,2 points de pourcentage) a eu pour principale conséquence d'entraîner une baisse de la part relative des trois autres missions au cours de la même période :

- -3,6 points de pourcentage pour le « Soutien aux personnes et aux familles »;
- -2,8 points de pourcentage pour la mission « Éducation et Culture »;
- -0,3 points de pourcentage pour la mission « Gouverne et justice ».

Les variations quant à l'importance de ces missions pouvant être intégrées dans un jeu à somme nulle (les augmentations des unes étant compensées par les diminutions des autres), on peut souligner que le poids des dépenses en santé et en services sociaux et celui du service de la dette dans les dépenses totales ont une évolution opposée, notamment depuis 1998, ce qui revient à dire que l'amélioration des conditions d'emprunt depuis la fin des années 1990 a permis de dégager des fonds supplémentaires pour la mission « Santé et services sociaux ». Cela dit, la hausse importante de la part relative du service de la dette dans les dépenses totales au cours des trois dernières années (+1,2 point de pourcentage), pourrait signifier la fin de cette tendance.

Aucun élément du contenu du présent document ne peut être utilisé, reproduit ou transmis, en totalité ou en partie, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, sans l'autorisation écrite de L'Observatoire de l'administration publique – ENAP. Pour solliciter cette permission ou pour obtenir des renseignements supplémentaires, veuillez vous adresser à etat.quebecois@enap.ca

Diffusion autorisée par Les publications du Québec.

Certaines données présentées dans ce document sont issues de Statistique Canada par extraction de la banque de données ESTAT, sous-produit de CANSIM. La publication sur ce site des séries chronologiques de CANSIM est partielle et l'équipe de recherche y a apporté une plus-value par le calcul d'indicateurs. Pour en savoir plus, visitez : <http://www.statcan.gc.ca/estat/intro-fra.htm>

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives Canada, 2013

ISBN 978-2-923008-45-5 (PDF)

© L'Observatoire de l'administration publique-ENAP, 2013